

**« LE 7 FÉVRIER À 10H, MOBILISONS-NOUS ET RÉCLAMONS D'UNE SEULE VOIX QUE LE GOUVERNEMENT FASSE DES FAMILLES SA PRIORITÉ EN RÉINVESTISSANT DANS LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS »**

**Montréal, 5 février 2016** — Le président-directeur général de l'AQCPE, Louis Senécal, en compagnie de la députée de Hochelaga-Maisonneuve et porte-parole du Parti Québécois en matière de condition féminine, Carole Poirier, de la députée de Gouin et porte-parole parlementaire de Québec Solidaire, Françoise David, du directeur général du Regroupement des CPE de l'Île de Montréal, Brian Naud, rappelle l'urgence de se mobiliser pour faire annuler les compressions de 120 M\$ annoncées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2016-2017.

À deux jours des rassemblements pour la sauvegarde des CPE, dont un grand rassemblement qui aura lieu à Montréal à la Place Émilie-Gamelin, M. Senécal rencontrait vendredi matin des CPE et des parents de la région pour faire le point sur la mobilisation en cours.

« L'argent investi dans les services de garde éducatifs sert au développement de ce que nous avons de plus précieux dans notre société, nos enfants. C'est pourquoi il est primordial que le gouvernement annule les compressions. C'est d'ailleurs ce que les parents réclament depuis des semaines par le biais de chaînes humaines, de manifestations, et d'autres moyens de mobilisation. Le 7 février à 10 h, mobilisons-nous et réclamons d'une seule voix que le gouvernement fasse des familles sa priorité en réinvestissant dans les services de garde éducatifs », a fait valoir M. Senécal.

« Plutôt que de continuer à entretenir le flou autour de l'ampleur des compressions dans les services de garde, le nouveau ministre devrait rencontrer son réseau et les écouter. Ainsi, il se rendrait certainement compte qu'il doit reculer sur les coupes de 120 millions de dollars. Nous espérons sincèrement que Sébastien Proulx n'est pas là pour terminer l'effort de démolition qu'avait entamé sa prédécesseure », a indiqué Carole Poirier

« Depuis des semaines, une vague de mobilisation sans précédent déferle sur le Québec. Parents, grands-parents, éducatrices et enseignants unissent leurs voix pour réclamer des services éducatifs de qualité. Le réinvestissement dans nos centres de la petite enfance ne peut plus attendre. Pour le développement des enfants et l'égalité des chances des familles québécoises, le gouvernement doit changer le cap. Les enfants ont assez payé. C'est l'avenir des générations futures qui est en jeu », a ajouté Mme David.

Brian Naud, directeur général du Regroupement des CPE de l'Île de Montréal, et Catherine Jauzion, mère utilisatrice au CPE du Carrefour, ont, quant à eux, insisté sur les répercussions que ces coupes auront sur les services offerts.

« Le gouvernement doit cesser de répéter qu'il y a du gras à couper. Il n'y en a plus. Ce seront des emplois qui seront supprimés et c'est le gouvernement qui l'aura exigé », a affirmé M. Naud.

« Dire que les coupes n'ont pas d'impacts directs sur les familles, c'est fermer les yeux sur la réalité. Nos CPE ont coupé dans les sorties, ils doivent réduire les achats de livres et de jouets, et les aliments offerts lors des repas sont moins diversifiés. Des heures de travail ont été coupées afin de maximiser les ratios des éducatrices et il nous arrive à l'occasion que personne ne soit en mesure d'accueillir notre enfant le

matin. Les éducatrices de notre CPE subissent une baisse de leurs conditions de travail et ça nous inquiète car on ne veut pas voir ces personnes qualifiées partir. Il faut absolument protéger l'intégrité des CPE car ce sont des services socialement rentables! », clame Mme Jauzion.

### **Un consensus en faveur de la petite enfance qui ne cesse de croître**

Les CPE sont le type de service de garde qui favorise le plus le développement optimal des tout-petits, notamment ceux considérés comme étant vulnérables. À bien des égards, les sommes que le gouvernement y injecte ne constituent non pas une dépense, mais bien un investissement.

« Depuis le début de la mobilisation, on constate qu'un consensus fort émerge en faveur de l'investissement dans la qualité des services éducatifs à la petite enfance qu'offrent les CPE. Alors que le budget du Québec est maintenant à l'équilibre, le gouvernement a la marge de manoeuvre nécessaire pour écouter les familles du Québec. Il n'en tient qu'à lui de faire les choix qui s'imposent », a conclu M. Senécal.

### **À propos de l'AQCPE**

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCPE est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

-30-

Source et renseignements:

Roxane Fafard

Conseillère principale aux communications et relations publiques

(438) 837-6700

[roxane.fafard@aqcpe.com](mailto:roxane.fafard@aqcpe.com)